EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE TERRITOIRE MARSEILLE PROVENCE

Séance du 26 juin 2018

Monsieur Jean MONTAGNAC, Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 100 membres.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Hélène ABERT - Christian AMIRATY - René AMODRU - Michel AZOULAI - René BACCINO - Mireille BALLETTI - Mireille BALOCCO - Jacques BESNAÏNOU - Solange BIAGGI - Roland BLUM - Nicole BOUILLLOT - Nadia BOULAINSEUR - Marie-Christine CALATAYUD - Laure-Agnès CARADEC - Eugène CASELLI - Roland CAZZOLA - Sophie CELTON - Bruno CHAIX - Catherine CHAZEAU - Gérard CHENOZ - Alain CHOPIN - Monique CORDIER - Vincent COULOMB - Sandrine D'ANGIO - Christophe DE PIETRO - Anne-Marie D'ESTIENNES D'ORVES - Nouriat DJAMBAE - Pierre DJIANE - Emilie DOURNAYAN - Marie-France DROPY OURET - Sandra DUGUET - Michèle EMERY - Yann FARINA - Nathalie FEDI - Céline FILIPPI - Richard FINDYKIAN - Josiane FOINKINOS - Josette FURACE - Karim GHENDOUF - Patrick GHIGONETTO - Jean-Pierre GIORGI - Martine GOELZER - Georges GOMEZ - José GONZALEZ - Albert GUIGUI - Louisa HAMMOUCHE - Daniel HERMANN - Garo HOVSEPIAN - Michel ILLAC - Noro ISSAN-HAMADY - Bernard JACQUIER - Paule JOUVE - Fabrice JULLIEN-FIORI - Dany LAMY - Albert LAPEYRE - Gisèle LELOUIS - Laurence LUCCIONI - Patrick MAGRO - Bernard MARANDAT - Hélène MARCHETTI - Stéphane MARI - Jeanne MARTI - Janine MARY - Christophe MASSE - Martine MATTEI - Guy MATTEONI - Xavier MERY - André MOLINO - Claudette MOMPRIVE - Jean MONTAGNAC - Yves MORAINÉ - Roland MOUREN - Lisette NARDUCCI - Jérôme ORGEAS - Nadine PADOVANI-FAURE-BRAC - Grégory PANAGOUDIS - Patrick PAPPALARDO - Didier PARAKIAN - Christian PELLICANI - Claude PICCIRILLO - Catherine PILA - Marc POGGIALE - Muriel PRISCO - Marine PUSTORINO-DURAND - Julien RAVIER - Martine RENAUD - Maryvonne RIBIERE - Carine ROGER - Georges ROSSO - Lionel ROYER-PERREAUT - Roger RUZE - Isabelle SAVON - Eric SCOTTO - Emmanuelle SINOPOLI - Nathalie SUCCAMIELE - Dominique TIAN - Jocelyne TRANI - Cédric URIOS - Brigitte VIRZI - Kheïra ZENAFI.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Loïc BARAT représenté par Gisèle LELOUIS - Marie-Josée BATTISTA représentée par René BACCINO - Jean-Pierre BERTRAND représenté par Josiane FOINKINOS - Frédéric BOUSQUET représenté par Solange BIAGGI - Valérie BOYER représentée par Mireille BALLETTI - Marie-Arlette CARLOTTI représentée par Muriel PRISCO - Sandra DALBIN représentée par Kheïra ZENAFI - Michel DARY représenté par Marie-France DROPY OURET - Monique DAUBET-GRUNDLER représentée par Martine RENAUD - Jean-Claude DELAGE représenté par Nathalie FEDI - Frédéric DOURNAYAN représenté par Emilie DOURNAYAN - Dominique FLEURY VLASTO représenté par Bernard JACQUIER - Roland GIBERTI représenté par Hélène MARCHETTI - Vincent GOMEZ représenté par Garo HOVSEPIAN - Christian JAILLE représenté par Alain CHOPIN - Eric LE DISSES représenté par Laure-Agnès CARADEC - Annie LEVY-MOZZICONACCI représentée par Stéphane MARI - Marc LOPEZ représenté par Louisa HAMMOUCHE - Marie-Louise LOTA représentée par Daniel HERMANN - Bernard MARTY représenté par Marc POGGIALE - Florence MASSE représentée par Eric SCOTTO - Marcel MAUNIER représenté par Jocelyne TRANI - Danielle MILON représentée par Fabrice JULLIEN-FIORI - Richard MIRON représenté par Isabelle SAVON - Gérard POLIZZI représenté par Lisette NARDUCCI - Roland POVINELLI représenté par Paule JOUVE - Véronique PRADEL représentée par Emmanuelle SINOPOLI - Marlène PREVOST représentée par Jean-Pierre GIORGI - Stéphane RAVIER représenté par Jeanne MARTI - Marie-Laure ROCCA-SERRA représentée par Michèle EMERY - Guy TEISSIER représenté par Lionel ROYER-PERREAUT - Maxime TOMMASINI représenté par Michel AZOULAI - Claude VALLETTE représenté par Carine ROGER - Josette VENTRE représentée par Albert LAPEYRE - Patrick VILORIA représenté par Marie-Christine CALATAYUD.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Mireille BENEDETTI - Sabine BERNASCONI - Jean-Louis BONAN - Patrick BORE - Michel CATANEO - Anne CLAUDIUS-PETIT - Frédéric COLLART - Laurent COMAS - Anne DAURES - Dominique DELOURS - Arlette FRUCTUS - Jean-Claude GAUDIN - Samia GHALI - Bruno GILLES - André GLINKA-HECQUET - Régine GOURDIN - Annie GRIGORIAN - Andrée GROS - Nathalie LAINE - Laurent LAVIE - Antoine MAGGIO - Georges MAURY - Patrick Mennucci - Virginie MONNET-CORTI - Marie MUSTACHIA - Patrick PADOVANI - Christyane PAUL - Elisabeth PHILIPPE - Stéphane PICHON - Nathalie PIGAMO - Jean ROATTA - Jean-Louis TIXIER - Lionel VALERI - Martine VASSAL - Didier ZANINI - Karim ZERIBI.

Signé le 26 Juin 2018
Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

Monsieur le Président a proposé au Conseil d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

VU 002-223/18/CT

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Marseille - Approbation de la procédure de Déclaration de Projet emportant Mise en Compatibilité du PLU - Extension de la carrière de Sainte-Marthe

Avis du Conseil de Territoire

DUFSV 18/16453/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

La délibération « Plan Local d'Urbanisme de la commune de Marseille - Approbation de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité – Extension de la carrière Sainte-Marthe » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis sur le projet de délibération précité.

Depuis le 1^{er} janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de Plans Locaux d'Urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

La Ville de Marseille a saisi par courrier le Conseil de Territoire de Marseille Provence afin qu'il demande à la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité de son PLU pour permettre la réalisation de l'opération d'extension de la carrière de Sainte-Marthe sur une surface d'environ 9 hectares.

Cette procédure de mise en compatibilité a été sollicitée afin d'anticiper le terme de l'autorisation d'exploitation s'agissant de l'activité extractive, et de pérenniser les activités présentes sur le site ; d'autre part, il répond aux enjeux économiques et environnementaux de l'intercommunalité.

En effet, sur le plan économique la préservation des activités exercées sur le site de la carrière de Sainte-Marthe répond à une demande croissante en matériaux de construction inhérente au dynamisme démographique et aux enjeux d'un renouvellement urbain portés par le Territoire Marseille Provence, et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Par ailleurs, la proximité de l'extension avec la carrière existante permet d'assurer un service de proximité et répond à un principe d'équilibre durable entre développement et protection de l'environnement.

Signé le 26 Juin 2018
Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

C'est dans ce contexte et compte tenu des enjeux que le projet d'extension de la carrière peut être déclaré d'intérêt général.

Les pièces du PLU qui font l'objet d'adaptations sont :

- La carte « MARSEILLE, VILLE RESPECTUEUSE DE SON ENVIRONNEMENT ET DE SON PATRIMOINE » du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) afin de prendre en compte le périmètre de l'extension de la carrière ;
- La planche A19 du PLU afin de modifier le zonage de NL à N sur le périmètre de l'extension ;

Par délibération du 7 février 2017, le Conseil de Territoire Marseille Provence a sollicité le Conseil de la Métropole pour l'engagement de cette procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU.

De ce fait, par délibération du 30 mars 2017, le Conseil de la Métropole a engagé ladite procédure de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Marseille.

Le projet étant soumis à évaluation environnementale conformément aux articles L122-1 et suivants du Code de l'Environnement, la Mission Régionale de l'Autorité environnementale (MRAe) a été saisie, par courrier du Président de la Métropole, pour avis sur l'évaluation environnementale le 14 novembre 2017.

La MRAe a rendu son avis le 14 février 2018 et comportait la recommandation principale suivante :

- Reprendre l'analyse des solutions de substitution en procédant à une réelle évaluation des incidences environnementales des différentes options et reconsidérer sur cette base le choix retenu de modification du zonage du PLU sur différentes thématiques ;

Par ailleurs, la MRAe préconisait de surseoir à la mise en compatibilité du PLU en attendant de disposer d'une évaluation environnementale complète étudiant ces solutions de substitutions.

Cet avis a été pris en compte et des compléments à l'évaluation environnementale ont été apportés concernant une analyse approfondie des solutions de substitution. Celles-ci ont toutes des impacts soit équivalents, soit plus importants sur l'environnement que le projet d'extension de la carrière de Sainte-Marthe.

La réunion d'examen conjoint avec les Personnes Publiques Associées s'est tenue le 22 février 2018 et a fait l'objet d'un procès-verbal. Le Conseil Départemental a rendu son avis par voie électronique, n'ayant qu'une remarque concernant une plante protégée. Cette plante était prise en compte dans l'évaluation environnementale du projet.

Par arrêté n° 18/029/CM du 21 février 2018, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a prescrit l'ouverture et organisé les modalités de l'enquête publique portant sur l'intérêt général du projet d'extension de la carrière et sur la mise en compatibilité du PLU de Marseille.

Le commissaire enquêteur, Monsieur Christian TORD, a été désigné par décision du Président du Tribunal Administratif de Marseille le 07 février 2018. L'enquête s'est déroulée du lundi 12 mars 2018 au mercredi 11 avril 2018 inclus, soit pendant 31 jours consécutifs.

Le dossier d'enquête publique était composé des pièces suivantes :

- Un registre d'enquête publique ;
- Les documents administratifs en lien avec la procédure de déclaration de projet : la délibération du Conseil de la Métropole prescrivant l'engagement de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Marseille, l'avis de la MRAe sur l'évaluation environnementale du projet, l'arrêté du Président fixant les modalités d'enquête publique, la note administrative rappelant le cadre de la procédure, le Procès-Verbal de la réunion d'examen conjoint des Personnes Publiques Associées, l'avis du Conseil Départemental ainsi que l'avis d'enquête publique ;
- Une notice de présentation du projet d'intérêt général et de la mise en compatibilité du PLU ;
- Les quatre tomes de l'évaluation environnementale ;

Signé le 26 Juin 2018
Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

- La présentation du projet et mise en compatibilité du PLU ;
- Le diagnostic, les enjeux et l'état-des-lieux ;
- L'évaluation environnementale ;
- Le résumé non technique ;
- Les compléments apportés à l'évaluation environnementale suite à l'avis de la MRAe ;
- La carte « MARSEILLE, VILLE RESPECTUEUSE DE SON ENVIRONNEMENT ET DE SON PATRIMOINE » du PADD impacté par la mise en compatibilité ;
- La planche A19 impactée par la mise en compatibilité ;

Ce dossier était disponible, durant toute la durée de l'enquête publique :

- Au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence : « Le Pharo » 58, Boulevard Charles Livon – 13007 Marseille. Une version dématérialisée était aussi consultable, grâce à la mise à disposition du public d'un ordinateur ;
- A la Mairie de Marseille – Délégation Générale de l'Urbanisme, de l'Aménagement et de l'Habitat : 40 rue Fauchier – 13002 Marseille ;
- Sur une page dédiée du site internet du Conseil de Territoire Marseille Provence : www.marseille-provence.fr ;

Le commissaire enquêteur a assuré les permanences suivantes :

- au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence, « le Pharo », 58 Boulevard Charles Livon – Marseille (13007) :
 - Lundi 12 mars 2018 de 14h00 à 17h00
 - Mercredi 21 mars 2018 de 14h00 à 17h00
 - Mardi 27 mars 2018 de 14h00 à 17h00
 - Vendredi 06 avril 2018 de 14h00 à 17h00
 - Mercredi 11 avril 2018 de 9h00 à 12h00
- à la Délégation Générale de l'Urbanisme, de l'Aménagement et de l'Habitat, 40 rue Fauchier – Marseille (13002)
 - Lundi 12 mars 2018 de 9h00 à 12h00
 - Mercredi 21 mars 2018 de 9h00 à 12h00
 - Mardi 27 mars 2018 de 9h00 à 12h00
 - Vendredi 06 avril 2018 de 9h00 à 12h00
 - Mercredi 11 avril 2018 de 14h00 à 17h00

Un avis au public est paru dans les annonces de « la Provence » et « la Marseillaise » les vendredi 23 février 2018 et jeudi 15 mars 2018. Le public pouvait consigner ses observations dans les registres d'enquête publique dans les deux lieux d'enquête suscités ou par voie dématérialisée, à l'adresse mail suivante : enquetepublique-carrieresaintemarthe@ampmetropole.fr.

Lors de l'enquête publique, plusieurs observations ont été enregistrées :

- des demandes d'information sur la circulation générée par le projet ;
- la demande de mesures de vibration sur la bastide Giraudy ;
- la demande de la présence, à toutes les étapes du projet, d'un expert écologue ;
- des courriers d'appui au projet d'extension de la carrière.

A l'issue de l'enquête publique, le commissaire enquêteur a émis, dans le rapport d'enquête publique remis à la Métropole Aix-Marseille-Provence le mercredi 25 avril 2018, un avis favorable avec les recommandations suivantes :

- 1) Rechercher des solutions (mise en place d'un radar, actions de sensibilisation auprès des chauffeurs extérieurs par exemple) afin de réduire les nuisances liées au trafic des camions,
- 2) Procéder périodiquement à des mesures de vibrations au niveau de la bastide Giraudy,

Signé le 26 Juin 2018
Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

- 3) Faire intervenir un expert écologue pour suivre les travaux d'extension de la carrière (réalisation d'un audit avant, pendant et après l'exploitation) afin de vérifier la bonne réalisation des mesures d'atténuation proposées ;
- 4) Apporter une vigilance particulière à la plante inscrite sur la liste rouge des plantes à protéger.

Ces recommandations n'ont pas d'impact sur le projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Marseille. Cependant, elles ont été prises en compte par le porteur de projet.

Monsieur le Président précise qu'aucune modification n'est apportée au projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme suite aux observations formulées pendant l'enquête publique, après la réunion d'examen conjoint des Personnes Publiques Associées et l'avis du Conseil Départemental.

Le Conseil Municipal de la commune de Marseille a, par délibération du 25 juin 2018, donné un avis favorable à l'intérêt général du projet et à l'approbation de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité de son PLU par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire du 13 juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 22 février 2018 de répartition des compétences relatives à la déclaration de projet emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs, qui s'est substituée à la délibération cadre n°URB001-616/16/CM ;
- Le courrier du Conseil Municipal de Marseille saisissant le Conseil de Territoire Marseille Provence afin qu'il demande au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence de solliciter l'engagement de la procédure de mise en compatibilité ;
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence du 07 février 2017 demandant au Conseil de la Métropole l'engagement de la procédure de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Marseille ;
- La délibération du Conseil de la Métropole engageant la procédure de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Marseille pour l'opération d'extension de la carrière de Sainte-Marthe ;

Signé le 26 Juin 2018

Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

- L'arrêté du Président du Conseil de la Métropole du 21 février 2018 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative au projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme ;
- Le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint des Personnes Publiques Associées tenu le 22 février 2018 ;
- L'avis du Conseil Départemental ;
- L'avis du commissaire enquêteur du 25 avril 2018, sur le projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Marseille ;
- La délibération du Conseil Municipal de Marseille du 25 juin 2018 donnant un avis favorable sur le projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Marseille pour l'extension de la carrière de Sainte-Marthe;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération du Conseil de la Métropole portant sur « Plan Local d'Urbanisme de la commune de Marseille - approbation de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité – Extension de la carrière de Sainte-Marthe».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de la Commune de Marseille pour permettre l'extension de la carrière de Sainte-Marthe ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur «Plan Local d'Urbanisme de la commune de Marseille - Approbation de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU pour permettre l'extension de la carrière de Sainte-Marthe».

Présents	100
Représentés	35
Voix Pour	131
Voix Contre	0
Abstentions	3
Ne prend pas part au vote	1

Adoptée

Se sont abstenus :

Christian PELLICANI - Marc POGGIALE - Karim GHENDOUF

Signé le 26 Juin 2018
Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

Métropole Aix-Marseille-Provence
VU 002-223/18/CT

Ne prend pas part au vote

Dominique TIAN

Certifié Conforme,
Le Président du Conseil de Territoire
Marseille Provence

Jean MONTAGNAC

Signé le 26 Juin 2018
Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018